

Elles n'ont pas été mentionnées, et je crois très important qu'elles le soient.

Par exemple, il y avait des rumeurs voulant que le FMI nous ait suggéré de maintenir le taux de notre dollar bien au-dessus de celui des États-Unis. Et le ministre ne nous a pas dit si d'autres pays, par exemple les États-Unis, veulent que nous adoptions telle ou telle orientation. Il ne nous a pas dit si les pays de la Communauté économique européenne se sont prononcés sur la position monétaire que nous devrions adopter ou les autres politiques que nous devrions suivre. Le ministre s'est contenté de nous dire ce qu'à son avis les autres pays devraient faire. J'estime que pour examiner notre position et nos problèmes, il est très important que les Canadiens sachent ce qu'ils ne savent toujours pas, et que le ministre ou le premier ministre (M. Trudeau) nous révèlent franchement quelles pressions on a pu exercer pour que le Canada change sa position et quels pays les ont exercées.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, la discrétion témoignée par le ministre dans sa déclaration s'explique peut-être. Il se peut que les entretiens privés qui ont eu lieu et les négociations qui se poursuivent peut-être encore, l'aient empêché de révéler quoi que ce soit au Parlement et au peuple canadien. J'ajouterais cependant que ces déclarations qui n'en sont pas et ces généralisations et ces lieux communs sur les divergences d'opinions constatées, m'irritent de plus en plus; tout le monde sait que des corrections s'imposent, dans un état d'expansion économique, au lieu de contraction; personne ne le nie. J'ai l'impression que si les ministres ne peuvent en dire plus long, s'ils ne peuvent être plus explicites, il faudrait cesser de faire ces rapports, car le ministre ne nous a rien appris.

Les Canadiens voudraient savoir comme moi si le secrétaire du Trésor des États-Unis a laissé entendre qu'on envisageait la suppression de la surtaxe. Nous ne voulons pas seulement savoir ce que seront les conditions préalables. Va-t-on la supprimer? J'espérais que le ministre nous dirait s'il s'est entretenu avec M. Connally de la demande par le Canada de suppression de la surtaxe, et s'il a reçu un encouragement quelconque. Vu qu'il n'en a rien dit, je soupçonne qu'il n'en a pas parlé, ce qui serait inimaginable, ou qu'il en a été question mais que le ministre n'a pas reçu une réponse encourageante. Dans ce cas, il aurait dû nous le dire.

Ce que le ministre nous a rapporté est un aveu qu'il a refusé de faire il y a quelques semaines, savoir, que le Canada et les pays de l'Ouest ont un problème qui n'est pas à court terme mais à long terme; que les diverses politiques protectionnistes, ou réactionnaires comme je les ai qualifiées à la Chambre, du gouvernement Nixon, qui militent contre le monde occidental, car c'est bien ce qu'elles font, ne seront pas de courte durée et ne disparaîtront pas. Comme la surtaxe, ni le dégrèvement d'impôt, ni le programme DISC ne disparaîtront de sitôt, il importe que le gouvernement et le Parlement étudient des aménagements économiques à long terme pour parer aux effets indiscutablement graves de la politique protectionniste américaine.

A mon avis, l'exposé du ministre fait ressortir l'insuffisance, presque la non-pertinence du bill C-262 à l'étude. La mesure temporaire qu'a présentée le gouvernement ne saurait vraiment remédier à la situation. Je dirai aussi, monsieur l'Orateur, que le ministre rendrait un bien plus grand service au pays et au Parlement en nous disant ce que le Canada et le gouvernement canadien s'apprennent à faire pour parer au problème économique à long terme

[L'hon. M. Stanfield.]

qui empirera avant de s'améliorer, si tant est qu'il s'améliore en moins d'une ou deux années. D'après mon interprétation de l'humeur américaine du moment, il est clair que Washington n'a aucune intention de renoncer à la voie protectionniste, que la politique de l'optique américaine à l'égard des problèmes persistera longtemps aux États-Unis qui sont fermement résolus à forcer le monde occidental à résoudre ces problèmes et qu'il nous faut donc rechercher de notre côté des solutions à long terme et, de concert avec d'autres pays, une politique générale.

Enfin, j'espérais que lors des entretiens qui ont eu lieu en Europe, le ministre aurait fait remarquer aux États-Unis, comme il le fera, je l'espère, à la prochaine occasion, que les problèmes de leur balance des paiements découlaient, non pas du seul commerce mondial, mais plutôt, dans une large mesure, de leurs engagements militaires, et que c'était là, peut-être, une occasion pour eux de contribuer à la paix autant qu'à l'établissement de la sécurité économique internationale.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, j'ai lu très rapidement, mais j'ai écouté avec beaucoup d'attention la déclaration de l'honorable ministre des Finances (M. Benson), dans laquelle il dit ce qui suit:

«Selon moi, le monde n'a jamais encore dû affronter des négociations économiques et financières aussi complexes et aussi délicates.»

Monsieur l'Orateur, je ne suis certainement pas un expert dans le domaine des problèmes internationaux. Cependant, si l'on fait appel au gros bon sens avec lequel on doit étudier les problèmes que l'on connaît au Canada et qui semblent être semblables à ceux qui prévalent aux États-Unis et dans plusieurs pays du monde, il semble que les pays, en général, sont aux prises avec des problèmes de surproduction de biens de toutes sortes et que chacun cherche à protéger son économie domestique en prenant des moyens tels que ceux pris par les États-Unis, le 15 août 1971.

Étant donné les circonstances et même si nous considérons ces problèmes comme étant très sérieux, je suis d'avis que si nous étions aux prises avec des problèmes de disette à travers le monde, nous serions probablement plus sages et peut-être plus en mesure d'y apporter des solutions. Cela me semblerait plus facile, selon les discussions qui ont lieu et qui ont eu lieu au niveau du Groupe des Dix.

Sans recourir à des «solutions miracle», comme l'a dit l'honorable ministre des Finances tout à l'heure, nous devons étudier ces problèmes d'une façon plus rapide. A mon avis, il ne sera pas nécessaire de le faire pendant des années. Au fait, le Canada devrait donner l'exemple, au lieu de riposter par des déclarations qui sont peut-être de nature à embrouiller les cartes, en décrétant un escompte pour les prix, pour encourager la consommation des produits fabriqués chez nous, et développer notre économie canadienne. Ce serait là un exemple à donner aux États-Unis, où il se trouve sans doute, comme au Canada, des familles dont les besoins ne sont pas satisfaits. On a beau dire que les Américains comptent 200 millions d'habitants et qu'il s'agit d'un pays riche, il m'a quand même été donné, au cours de l'été, de visiter certaines régions de ce pays et d'y voir, tout comme au Canada, des familles pauvres dans un pays riche.

Je crois que lors de la nouvelle réunion du Groupe des Dix, l'honorable ministre des Finances, et ce sans préjudice pour le Canada, préconisera l'application d'une poli-